

Deux visites controversées à Reims dans l'entre-deux guerres

Le rassemblement national du Faisceau (1926).

Le 10 avril 1926 *le Nouveau Siècle*, l'organe du Faisceau de Georges Valois¹, annonce la tenue de son congrès national à Reims. Immédiatement la municipalité s'inquiète du risque de manifestations et de contre manifestations que présente cette réunion d'un parti d'extrême droite. Pour le radical Paul Marchandeu, maire de Reims depuis 1925, il s'agit d'abord d'éviter les incidents dans une ville qui vient à peine d'achever sa reconstruction et reste fragile :

« Le maire n'admettra pas que des organisations venues du dehors se transportent à Reims pour venir y créer des incidents ; dans une ville convalescente, pas de croisades d'étrangers tendant à jeter sur Reims une suspicion qu'elle ne mérite pas. Nous irons jusqu'à l'extrême limite des mesures légales pour empêcher des manifestations d'organisations étrangères qui viendraient jeter le trouble dans la ville. Vous pouvez compter sur toute notre énergie pour que l'ordre soit respecté »².

Cette position paraît d'ailleurs largement en phase avec l'opinion publique rémoise :

« En tout cas, fascistes et antifascistes rassemblent leurs forces en hommes et en argent et placardent leurs affiches. La majeure partie de la population qui ne demande qu'à travailler dans l'ordre et la paix, est quelque peu étonnée par ces menées extrémistes qui ne peuvent que nuire à la rénovation de la Cité martyre en en éloignant les hommes de bonne volonté désireux de contribuer à sa reconstruction définitive et, à l'approche des beaux jours, les touristes qui chaque année participent à cette résurrection par l'apport de leur argent.....Et c'est au moment où tous les Rémois voient leur ville jaillir de ses ruines, reprendre sa place dans le Monde, où ils redoublent d'ardeur en un magnifique élan de complète solidarité pour achever leur œuvre de réorganisation totale que quelques extrémistes viennent y jeter le trouble. Pour ces raisons, il est certain que la généralité du public

¹ Né en 1878, Georges Valois gravite d'abord à l'extrême-gauche avant d'adhérer au parti royaliste de l'Action française. En 1925, il rompt avec cette dernière et fonde un hebdomadaire, *le Nouveau Siècle*, ainsi qu'un mouvement politique, le Faisceau, que l'on peut considérer comme le premier parti fasciste français. Ce parti s'éteint dès 1928 et dans les années 1930 Georges Valois essaie sans grand succès de renouer avec la gauche. Pendant la guerre il s'engage dans la Résistance. Arrêté par la Gestapo en mai 1944, il est déporté au camp de Bergen-Belsen où il meurt du typhus en février 1945.

² Archives municipales et communautaires de Reims (AMCR), 2 W 14, séance du conseil municipal du 11 mai 1926. Réponse de Paul Marchandeu au conseiller municipal socialiste Alfred Gauvin.

proteste sous le manteau contre les fascistes autant que contre les antifascistes pour leur vellétés de s'affronter en champ clos »³.

Cette crainte de voir les visiteurs se détourner de Reims n'est d'ailleurs pas totalement infondée comme le montre la réaction d'anciens combattants parisiens en visite à Reims en mai 1926. Avertie de la venue possible de délégations fascistes à Reims pour le 16 mai⁴, la municipalité fait diligenter une enquête sur un groupe annoncé en gare de Reims. Renseignements pris, il s'agit de la section du 16^{ème} arrondissement de Paris de l'Union nationale des anciens combattants désireux de visiter les champs de bataille. Afin d'éviter toute confusion avec des partisans de Georges Valois, la police municipale en avertit le communiste Raoul Barette, dirigeant du Comité d'action antifasciste. Cependant lorsque le 16 mai les anciens combattants parisiens arrivent en gare de Reims ils trouvent tout de même une cinquantaine de militants communistes qui les attendent. Certes, il n'y a aucun incident mais l'affaire inquiète les adhérents de l'UNAC qui s'empressent de le faire savoir à leurs camarades du 17^{ème} arrondissement qui ont prévu une visite identique le 30 mai et qui, du coup, préfèrent descendre à Epernay. Cela amène le commissaire central, dans un rapport au maire, à fustiger le préjudice causé au commerce local par les « nervis fascistes et antifascistes » qui jettent le discrédit sur Reims et effraient les touristes dont l'affluence constitue un appoint important et incontestable pour sa prospérité⁵.

Mais au-delà du souci bien compréhensible du maire d'éviter des incidents dans sa ville, il n'en reste pas moins que Paul Marchandeaup se tient dans une position politique pour le moins ambiguë et ne se montre pas vraiment un adversaire déterminé de la manifestation d'extrême droite. Ainsi, le premier reproche qu'il fait au Faisceau porte moins sur la manifestation en elle-même que sur le choix de Reims pour son déroulement :

« M. Marchandeaup s'étonne par ailleurs que les fascistes aient pensé à venir créer une effervescence dans une ville dont ils connaissent bien la situation puisque leur journal, le Nouveau Siècle, a écrit plusieurs articles si exacts sur les difficultés qui

³Archives départementales (AD) Marne, 30 M 126, rapport du commissaire central au maire en date du 19 mai 1926. Il faut rappeler que jusqu'en 1941 les polices sont municipales.

⁴A ce moment la date exacte de la manifestation du Faisceau n'est toujours pas connue. Ce n'est que le 5 juin que les dates officielles sont fixées, à savoir le samedi 26 et le dimanche 27 juin.

⁵AMCR 151 W 100, Lettre du commissaire central à Paul Marchandeaup en date du 31 mai 1926.

nous assaillent que le maire de Reims a cru de son devoir de remercier le journal de les avoir publiés »⁶.

Ensuite, et c'est le moins que l'on puisse dire, il ne donne guère son appui aux initiatives qu'entendent prendre les mouvements antifascistes. Le parti radical, dont il est le plus éminent représentant, refuse de participer au comité d'entente antifasciste⁷ qui s'est constitué pour faire pièce à la manifestation du Faisceau. En tant que maire Paul Marchandeaude refuse la location du Cirque municipal⁸ pour le meeting que ce même comité d'entente entend tenir le 27 juin. Il faut dire que Paul Marchandeaude a beau jeu de justifier son refus. En effet, le 10 juin, le délégué du Faisceau à Reims, ayant demandé à la municipalité de pouvoir louer le Cirque pour le 27 juin, reçoit une réponse négative du second adjoint, le socialiste Gustave Mathieu, au prétexte que le bâtiment est déjà réservé pour une réunion de la Société industrielle. Le 14 juin, c'est le comité d'entente antifasciste, par l'intermédiaire du communiste Raoul Barette, qui demande la salle pour la même date et cette demande est chaudement appuyée auprès de Paul Marchandeaude par... Gustave Mathieu. Aussi le maire de Reims prend-il un malin plaisir à rappeler à son adjoint qu'il vient de refuser cette location et qu'il l'a fait dans des termes qui ne permettent pas de répondre favorablement à la demande du comité d'entente antifasciste⁹. En outre, Paul Marchandeaude joue de son influence pour que ni le parti radical ni la Ligue des Droits de l'Homme, qu'il préside, ne participent à la contre-manifestation antifasciste au cours de laquelle doivent intervenir Paul Vaillant-Couturier pour le parti communiste¹⁰, Jacques Duclos pour l'ARAC, Jacques Doriot pour les jeunesses communistes et Marcel Déat pour la SFIO¹¹. Certes, les radicaux se veulent ferme à

⁶ *L'Eclair de l'Est* (le principal quotidien de Reims, de tendance radicale) du 13 mai 1926.

⁷ AD Marne 30 M 126. Ce comité d'entente antifasciste regroupe les syndicats confédérés de l'Aisne, de la Marne et des Ardennes, l'Union régionale de la CGTU (la CGT unitaire, communiste, est née de la scission de la CGT en 1921), le parti et les jeunesses communistes, la fédération de la Marne de la Section française de l'Internationale ouvrière (c'est-à-dire les socialistes), l'Union anarchiste, la fédération socialiste-communiste de la Marne (petit parti intermédiaire entre la SFIO et les communistes), l'Association Républicaine des Anciens Combattants (l'ARAC est proche des communistes), les cercles coopérateurs révolutionnaires, l'Internationale syndicale rouge, la Libre Pensée. Les jeunesses laïques républicaines, la loge maçonnique « l'évolution sociale ». Ce comité d'entente est largement dominé par l'influence communiste.

⁸ Paul Marchandeaude ayant interdit par arrêté tout cortège et rassemblements pour les 26 et 27 juin, les deux camps doivent se rabattre sur des salles municipales ou privées.

⁹ AD Marne, 30 M 126. Lettre de Paul Marchandeaude à Gustave Mathieu en date du 15 juin 1926.

¹⁰ En fait il sera remplacé le jour venu par un autre député communiste de la Seine Jean Garcheny (un des fondateurs du PC, exclu et passé dans les années 1930 au parti d'unité prolétarienne puis à la SFIO avant d'être proche du Rassemblement National Populaire de Marcel Déat pendant la guerre).

¹¹ AD Marne, 30 M 126. Rapport du sous-préfet de Reims au préfet de la Marne, en date du 22 juin 1926. Marcel Déat, né en 1895, est depuis le début des années 1920 professeur de philosophie au lycée de garçons de Reims. Il

l'égard du Faisceau en critiquant « un parti politique qui prétend imposer son autorité à la France par la suppression de la liberté » et en fustigeant « le fascisme qui tend à étouffer la République sous la dictature » mais dans le même temps « ils ne s'exagèrent pas plus le danger fasciste qu'ils n'entendent répondre par la violence aux manifestations du faisceau ».

Le 27 juin 1926 deux réunions ont donc lieu. Celle des fascistes se tient dans une usine désaffectée de la rue Renan et rassemble environ 8 000 personnes. Le meeting antifasciste, lui, se déroule dans une salle de la rue Gambetta et regroupe environ 3 000 militants¹². Peu d'incidents sont à noter à l'exception d'une courte échauffourée entre militants des deux bords qui a lieu vers 18 heures sur le parvis de la cathédrale avec intervention de la police et quelques blessés. Finalement, à 21 heures, fascistes et communistes regagnent la gare par deux rues différentes, sous les huées du public rémois qui, à lire le quotidien radical, *L'Eclaireur de l'Est*, n'a fait aucune distinction entre les deux partis et a montré sa haine du désordre, qu'il soit de droite ou de gauche¹³.

Sur le plan rémois, l'affaire est révélatrice des rapports de force politiques locaux. La SFIO tout en participant au comité antifasciste ménage les radicaux avec qui elle dirige la ville depuis 1919. Ainsi, pour la journée du 27 juin, la SFIO exige que le comité antifasciste s'engage à s'abstenir de tout rassemblement à la gare et à informer le maire de son programme. Elle impose aussi la désignation d'un service d'ordre muni de brassards rouges et chargé de réprimer toute tentative de désordre avant l'intervention de la police officielle¹⁴. De même, lors du meeting antifasciste, le socialiste Marcel Déat, se garde bien de critiquer le maire de Reims. La participation active de Marcel Déat dont l'anticommunisme est connu à un meeting largement inspiré par les communistes peut d'ailleurs paraître quelque peu surprenante. Il la justifiera plus tard dans ses *Mémoires* par une sorte de répartition des tâches avec

est élu conseiller municipal SFIO en 1925 et député de la Marne en 1926. Partisan d'un socialisme autoritaire, il rompt avec la SFIO en 1933 et fonde le parti socialiste de France. Sous l'occupation, il se rallie à l'idéologie nationale-socialiste et au collaborationnisme en fondant le Rassemblement national populaire. Il appartient au groupe de collaborateurs installés en Allemagne à Sigmaringen après l'effondrement de Vichy. Condamné à mort par contumace après la guerre il se cache à Turin dans une institution religieuse où il meurt en 1955.

¹² AMCR, 151 W 100, rapports de police. Les deux salles se trouvent très éloignées l'une de l'autre, ce qui évite le contact direct.

¹³ *L'Eclaireur de l'Est* du 28 juin 1928. AD Marne 30 M 126. Le rapport du commissaire central de police Bride va aussi dans le même sens.

¹⁴ AMCR, 151 W 100. Rapport du commissaire central, 12 juin 1926. Le rapport précise aussi les ventes à Reims de *l'Humanité*, 350 numéros par jour, chiffre en baisse depuis quelques mois, et du *Nouveau Siècle*, 195 numéros par jour, vente stationnaire depuis mars 1926.

Paul Marchandeaudeau : au maire de Reims, resté à l'extérieur du comité antifasciste, d'assurer l'ordre public ; au député socialiste, participant de l'intérieur à l'évènement, de le contrôler et d'éviter qu'il ne dégénère. A l'inverse, les dirigeants locaux du parti communiste attaquent, eux, violemment Paul Marchandeaudeau. Dans son intervention au meeting antifasciste du 27 juin, le militant communiste et dirigeant de la CGTU locale, Jean-Pierre Weber, s'indigne de ne pas voir à la tribune le maire de Reims que les ouvriers ont mis à leur tête pour les administrer¹⁵. Le parti communiste continue d'ailleurs ses attaques les jours suivants, en particulier au moyen d'affiches apposées sur les murs de Reims :

« Les fascistes avaient cru pouvoir impunément s'emparer du pavé de Reims. Le prolétariat rémois leur a fait sentir qu'ils n'étaient pas mûrs pour cette dictature-là. Malgré les engagements pris en période électorale¹⁶ le député radical Marchandeaudeau a fait preuve en cette circonstance d'une neutralité équivoque. Cette neutralité correspond à une complicité latente. Mettre sur le même pied les partisans de la dictature blanche et les ouvriers qui la condamnent c'est favoriser le développement du fléau naissant, c'est-à-dire, d'accord avec les banquiers et les profiteurs, c'est être complice de la Réaction qui s'arme et s'organise. C'est accepter l'incendie des Bourses du Travail, des coopératives ouvrières et l'assassinat des militants ouvriers. C'est le maire de Reims qui a interdit au délégué radical de participer au Comité d'entente ; c'est sous la pression de Marchandeaudeau que sont parus les manifestes de la Ligue des Droits de l'Homme et du parti radical. C'est le même politicien qui fait écrire dans son journal que la population rémoise a hué fascistes et antifascistes sans aucune distinction. Cette conduite indigne d'un élu de la classe ouvrière devait être soulignée. Déjà la population toute entière lui a donné un puissant soufflet en participant en masse à la manifestation antifasciste et en acclamant les combattants rouges. Plus que jamais, ouvriers et ouvrières, serrons les rangs autour de nos bannières rouges et que monte toujours plus puissant notre cri de réprobation. A bas le fascisme et tous ses souteneurs ; vive le communisme »¹⁷.

¹⁵ AD Marne 30 M 126. Rapport de police en date du 28 juin 1926.

¹⁶ Il s'agit de la campagne pour la législative partielle de février 1926.

¹⁷ AD Marne 30 M 126.

Cette réaction des communistes n'est en rien étonnante car les relations entre Paul Marchandeaup et le parti communiste ont toujours été exécrables. Le premier est un anticommuniste viscéral. Quant aux seconds, ils considèrent le maire de Reims comme un ennemi de classe.

2) La venue de Jacques Doriot à Reims en août 1936.

Quand Jacques Doriot¹⁸, fondateur du Parti populaire français, annonce sa venue à Reims pour tenir meeting à la salle des fêtes de la rue Gambetta, le 30 août 1936, la nouvelle déclenche la colère des partis et mouvements de gauche qui protestent par apposition d'affiches et distribution de tracts. Communistes et socialistes demandent que la réunion du parti d'extrême droite soit interdite, ce que refuse la municipalité. Cette dernière est toujours dirigée le radical Paul Marchandeaup mais, aux élections municipales de mai 1935, ce dernier a rompu avec les socialistes pour s'allier avec la droite modérée de l'Alliance républicaine. Paul Marchandeaup est désormais à la tête d'une municipalité constituée de 22 radicaux, de 12 Alliance républicaine et de 2 socialistes de France (le parti créé par Marcel Déat après sa rupture avec la SFIO). L'alliance de Paul Marchandeaup avec la droite correspond d'ailleurs à la politique dite de concentration républicaine qu'il défend sur le plan national au sein du parti radical. Le maire de Reims fait partie de la minorité du parti radical hostile à l'alliance avec le parti communiste et qui refuse le Front populaire. Pour les élections législatives de mai 1936 il fait une déclaration officielle de non adhésion au Front populaire, se mettant ainsi en opposition avec les directives nationales du parti radical. Cela ne l'empêche pas d'ailleurs d'avoir l'investiture officielle de ce même parti radical et d'être réélu député contre un socialiste avec l'appui tacite de la droite qui ne présente pas de candidat. Paul Marchandeaup a fait clairement le choix de l'alliance avec la droite et c'est dans ce contexte particulier qu'il convient de replacer les polémiques sur la venue de Jacques Doriot.

Le maire et le conseil municipal s'abritent derrière le fait qu'il s'agit d'une manifestation privée qui a lieu sous la responsabilité entière de ses organisateurs mais, surtout, ils montrent leur hostilité à la gauche militante en justifiant le maintien

¹⁸ Né en 1898, Jacques Doriot est d'abord un des dirigeants du parti communiste dont il est exclu en 1934 pour divergences de vue. En juin 1936 il crée le Parti populaire français qui, progressivement, dérive de plus en plus vers le fascisme. Durant la guerre, le PPF devient un parti collaborationniste et Jacques Doriot s'engage sous l'uniforme allemand. Réfugié en Allemagne après le débarquement allié, il meurt en février 1945, un avion ayant mitraillé la voiture dans laquelle il se trouvait.

Commentaire [MR1]:

de cette manifestation par la nécessaire liberté de circulation dans les rues de Reims, qui doit être laissée à tous et pas seulement aux partis et mouvements antifascistes :

« Il est du devoir de la municipalité de garantir cette liberté à quiconque veut l'exercer et de ne pas admettre que ceux qui usent très largement de ces libertés et généralement ne sont jamais troublés dans son usage, qui peuvent faire des réunions nombreuses, qui font eux-mêmes des cortèges sans être troublés par personne, puissent s'arroger le droit de venir empêcher les autres de réaliser ce qu'ils font eux-mêmes »¹⁹.

Le jour du meeting doriotiste, de violents incidents éclatent entre militants du PPF et contre-manifestants du Front populaire. Vers 15 heures, la foule des manifestants de gauche tente de pénétrer dans la salle où se tient la manifestation d'extrême droite. La police fait alors appel aux pompiers pour disperser avec leurs lances à incendie les manifestants²⁰. En fin d'après-midi, à la sortie de la réunion du PPF, de nouveaux heurts opposent le service d'ordre doriotiste et 4 000 ouvriers qui manifestent, faisant une trentaine de blessés. Quinze arrestations sont opérées qui ne seront d'ailleurs pas maintenues. Le calme ne revient finalement qu'en fin de journée. L'affaire rencontre aussi un écho au niveau national ce qui n'a rien d'étonnant puisque Paul Marchandeaude est devenue une personnalité importante²¹. L'attitude de la municipalité rémoise, et particulièrement de son chef, est fortement critiquée par la presse de gauche qui y voit un soutien déguisé au Parti populaire français :

« M. Marchandeaude a autorisé une réunion dont il ne pouvait pas ne pas savoir qu'elle troublerait l'ordre public. De plus, M. Marchandeaude n'a pas pris, les événements l'ont démontré, les mesures nécessaires à maintenir l'ordre. M. Marchandeaude est donc tenu pour responsable des incidents d'hier. On attend de lui qu'il donne les raisons de son étrange attitude : qu'il dise par exemple nettement qu'il

¹⁹ AMCR, 2 W 31, séance du 28 août 1936 : réponse de Paul Marchandeaude à une question du conseiller radical, Pierre Mougne.

²⁰ AMCR, 151 W 101, rapport de police. Deux pompiers, Roger Baron et Georges Kermann, par ailleurs employés municipaux, ont cependant abandonné leur poste et sont passés du côté des manifestants ce qui amène le chef de corps à demander leur radiation.

²¹ Paul Marchandeaude est entre février 1930 et juin 1935 plusieurs fois ministre et depuis 1934 il préside l'Association des maires de France.

se range aux côtés du fasciste Doriot ; qu'il patronne désormais le Parti populaire français »²².

A l'inverse, le maire de Reims reçoit quelques jours plus tard les remerciements du PPF pour son attitude :

« Notre camarade Jacques Doriot nous prie de bien vouloir vous remercier pour l'attitude correcte que vous avez eue en ce qui concerne notre réunion. Considérant comme vous qu'il est inadmissible que la liberté de réunion soit le monopole de quelques-uns, nous pensons qu'il serait bien fini du droit de réunion en France si les communistes ne trouvaient pas en face d'eux des hommes pour défendre les droits imprescriptibles de chaque citoyen français »²³.

A la suite des incidents du 30 août 1936, le conseil municipal décide de ne plus mettre de salles municipales à la disposition des groupements politiques, quels qu'ils soient²⁴. Ainsi en décembre 1936, la municipalité, coup sur coup, interdit une réunion du Rassemblement national champenois, mouvement d'extrême-droite, et, à l'autre bout de l'échiquier politique, refuse une salle au comité du Rassemblement populaire. Mais pour les forces de gauche il s'agit d'une fausse neutralité et elles s'élèvent contre ce qu'elles considèrent comme une trahison et un soutien implicite au fascisme. Il est vrai que l'attitude du maire de Reims peut apparaître ambiguë. D'un côté, il penche indéniablement vers la droite, dans la logique de son alliance municipale de mai 1935, manifestant même une certaine complaisance vis-à-vis de la droite extrême, comme le montre la non interdiction de la manifestation doriotiste. Mais d'un autre côté, il conserve largement le discours traditionnel du parti radical d'attachement aux principes républicains, tout en considérant désormais que ces derniers sont surtout menacés par les communistes et les socialistes. Si cette attitude de Paul Marchandeaude sera défavorable à terme pour le parti radical, en le coupant de ses racines de gauche, dans l'immédiat et sur le plan local elle est habile car elle correspond à ce que pense une majorité de l'opinion rémoise, avant tout ennemie du désordre.

²² *Le Populaire*, journal de la SFIO, du 31 août 1936. Dans le même article, le passage évoqué plus haut de deux pompiers du côté des manifestants est présenté comme un refus des pompiers dans leur ensemble de mettre leurs lances en action contre les manifestants.

²³ AMCR, 151 W 101. Lettre adressée par un secrétaire du PPF à Paul Marchandeaude le 3 septembre 1936.

²⁴ AMCR, 2 W 32, séance du 6 novembre 1936.

Ces deux visites controversées, au-delà de leur aspect anecdotique, sont révélatrices de beaucoup des ambiguïtés de la période. Au niveau national nous retrouvons les parcours complexes de certains « fascistes » qui viennent de l'extrême-gauche et qui pendant la guerre auront des attitudes diamétralement opposées : alignement idéologique total sur les nazis pour Marcel Déat et Jacques Doriot, participation à la Résistance et déportation pour Georges Valois. Au niveau rémois nous avons le recentrage de plus en plus affirmé des notables radicaux et de leur chef Paul Marchandeaudeau qui les amènera sous l'occupation à un pétainisme affirmé, sans toutefois tomber dans la collaboration, ce qui d'ailleurs est le cas d'une bonne partie des élites françaises de l'époque.

Michel Royer, octobre 2017.